



KPMG S.A.
Rue de la Terre Victoria
Parc Edonia Bâtiment 5
CS 46806
35768 Saint Grégoire Cedex



Mazars
Le Ouessant
9 rue Maurice Fabre
35000 Rennes

Lumibird S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023
Lumibird S.A.
2 rue Paul Sabatier - 22300 Lannion

Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Mazars
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance
Siège social : 61, rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Capital de 8 320 000 € - RCS Nanterre B 784 824 153



KPMG S.A.
Rue de la Terre Victoria
Parc Edonia Bâtiment 5
CS 46806
35768 Saint Grégoire Cedex

Mazars
Le Ouessant
9 rue Maurice Fabre
35000 Rennes

Lumibird S.A.

Siège social : 2 rue Paul Sabatier - 22300 Lannion

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale de Lumibird S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Lumibird S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés incluent les services fournis à la demande de l'entité ou des entités contrôlées (prestations entrant dans le cadre de diligences rendues lors de l'acquisition d'entités, mission d'organisme tiers indépendant relative à la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce).

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation des goodwill

(notes 6.1.8 et 6.3.1 de l'annexe aux comptes consolidés)

Description du risque

La valeur des goodwill comptabilisés à l'actif, s'élève à 72,6 millions d'euros. Ces actifs peuvent présenter un risque de perte de valeur lié à des facteurs internes ou externes, comme, par exemple, la détérioration de la performance, l'évolution de l'environnement économique, des conditions de marché défavorables. Le groupe réalise des tests de perte de valeur sur ces actifs selon les modalités décrites dans la note 6.1.8 de l'annexe aux comptes consolidés. Les tests de dépréciation sont réalisés par la direction sur la base du plan d'affaires à 5 ans et d'une valeur terminale. Les flux futurs de trésorerie ont été actualisés au taux de 10,85% et le taux de croissance à l'infini retenu est de 2%.

La détermination de la valeur recouvrable de ces actifs et des éventuelles pertes de valeur à comptabiliser constitue un point clé de l'audit, compte tenu du degré élevé d'estimation et de jugement requis de la direction sur les hypothèses de croissance de l'activité, de taux de croissance long terme et de taux d'actualisation retenus, ainsi que de la sensibilité de l'évaluation à ces hypothèses.

Travaux d'audit réalisés

Pour l'ensemble goodwill, nous avons apprécié notamment :

- l'exhaustivité des éléments composant la valeur comptable de chacun des groupes d'UGT auxquels les goodwill appartiennent et la cohérence de la détermination de cette valeur avec la façon dont les projections des flux de trésorerie ont été déterminées pour la valeur d'utilité ;

- le caractère raisonnable des projections de flux de trésorerie par rapport au contexte économique et financier dans lequel opèrent les groupes d'UGT et la cohérence des prévisions avec les réalisations ;
- la cohérence et le caractère raisonnable du taux de croissance à l'infini et du taux d'actualisation retenus pour les flux projetés avec l'aide de nos spécialistes en évaluation ;
- l'analyse de sensibilité de la valeur d'utilité effectuée par la direction à une variation des principales hypothèses retenues.

Comptabilisation des développements activés

(notes 6.1.8 et 6.3.1 de l'annexe aux comptes consolidés)

Description du risque

Un montant net de 37,4 millions d'euros est comptabilisé dans le bilan consolidé au titre des développements activés.

Comme indiqué dans la note 6.1.8 de l'annexe aux comptes consolidés, les développements sont comptabilisés comme des immobilisations incorporelles sur la base des frais encourus dès lors que les conditions suivantes sont réunies :

- le Groupe a l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- le Groupe peut démontrer qu'il en retirera des avantages économiques futurs ;
- le coût de ces développements peut être évalué de manière fiable.

Les développements inscrits en immobilisations incorporelles sont ensuite amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilité estimée.

L'estimation de la valeur comptable brute requiert l'exercice du jugement de la direction pour déterminer à partir de quand la comptabilisation à l'actif des développements est appropriée et à quel moment les critères sont remplis (notamment sur les aspects techniques et les hypothèses utilisées pour démontrer les avantages économiques futurs) et la détermination de leur durée d'utilité.

Compte tenu de la valeur importante des développements comptabilisés au bilan consolidé, de la complexité technique et de la sensibilité aux variations des hypothèses sur lesquelles se fonde la direction pour décider de leur inscription au bilan et de leur durée d'utilité qui définit la durée d'amortissement, nous avons considéré la comptabilisation des immobilisations incorporelles issues de développements comme un point clé de notre audit.

Travaux d'audit réalisés

Nos travaux ont notamment consisté à :

- s'assurer que les projets de développement dont les frais ont été capitalisés à l'actif du bilan répondent bien aux critères de la norme applicable permettant leur activation et que les coûts relatifs à ces projets sont correctement appréhendés ;
- corroborer les avantages économiques futurs attendus avec les carnets de commandes en cours ou prévus à court terme ;
- apprécier le caractère raisonnable des durées d'utilité estimées pour les développements comptabilisés comme immobilisations incorporelles par la direction.

Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations présentées dans les notes 6.1.8 et 6.3.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président-Directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Lumibird S.A par les Assemblées générales du 17 mai 2018 pour le cabinet KPMG et du 4 mai 2021 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG était dans la 6^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 3^{ème} année sans interruption

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce

Nous remettons au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.




Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Rennes, le 4 avril 2024


KPMG S.A.

DocuSigned by:

135F1E4C917D4AA...

Vincent Broyé
Associé

Rennes, le 4 avril 2024

Mazars

DocuSigned by:

8DA73F1361944E8...

Ludovic Sevestre
Associé

Comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023

1. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE (EN K€)

ACTIF	Notes	31/12/2022	31/12/2023
Goodwill	6.3.1	69 941	72 593
Immobilisations incorporelles	6.3.1	53 414	58 535
Immobilisations corporelles	6.3.2	39 687	48 119
Autres actifs financiers non courants	6.3.3.2	10 956	10 999
Créance d'impôt non courante	6.3.4.1	8 477	10 448
Autres actifs non financiers non courants	6.3.4.1	-	-
Impôts différés – actif	6.3.8	2 442	7 289
<i>Total actifs non courants</i>		<i>184 917</i>	<i>207 983</i>
Stocks	6.3.5	65 403	77 538
Autres actifs financiers courants	6.3.3.2	47 904	52 540
Créance d'impôt courante	6.3.4.1	354	1 527
Autres actifs non financiers courants	6.3.4.1	11 789	9 465
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.3.3.3	61 677	56 195
<i>Total actifs courants</i>		<i>187 127</i>	<i>197 265</i>
TOTAL ACTIF		372 044	405 248

PASSIF	Notes	31/12/2022	31/12/2023
Capital	6.3.6	22 467	22 467
Réserves consolidées	4	158 550	165 285
Ecart de conversion	4	1 068	(1 577)
Résultat net (Part du Groupe)	2	11 353	7 126
<i>Capitaux propres (PdG)</i>		<i>193 438</i>	<i>193 301</i>
Intérêts ne conférant pas le contrôle		-	-
Dettes financières non courantes	6.3.3.4.1	48 618	128 602
Avantages du personnel	6.3.7	2 666	2 576
Provisions non courantes	6.3.7	34	198
Autres passifs financiers non courants	6.3.3.4.2	-	-
Autres passifs non financiers non courants	6.3.4.2	4 866	4 619
Impôts différés – passif	6.3.8	2 576	1 854
<i>Total passifs non courants</i>		<i>58 760</i>	<i>137 849</i>
PASSIFS COURANTS			
Dettes financières courantes	6.3.3.4.1	65 562	16 475
Provisions courantes	6.3.7	1 573	1 874
Impôt exigible	6.3.4.2	859	2 974
Autres passifs financiers courants	6.3.3.4.2	29 272	28 870
Autres passifs non financiers courants	6.3.4.2	22 579	23 905
<i>Total passifs courants</i>		<i>119 845</i>	<i>74 098</i>
TOTAL PASSIF		372 044	405 248

2. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (EN K€)

COMPTE DE RESULTAT	Notes	31/12/2022	31/12/2023
Chiffre d'affaires	6.4.1	190 959	203 559
Autres produits des activités ordinaires	6.4.1	3 335	2 995
Achats consommés		(73 038)	(78 013)
Charges de personnel	6.4.4	(63 758)	(65 934)
Charges externes		(24 498)	(26 687)
Impôts et taxes		(1 662)	(1 413)
Excédent brut d'exploitation		31 337	34 507
Amortissements & dépréciations	6.4.5	(14 305)	(15 670)
Provisions & dépréciations	6.4.5	(1 590)	(750)
Autres produits et charges opérat. Courants	6.4.5	931	409
Résultat opérationnel courant		16 373	18 496
Résultat sur cessions d'actifs		3 894	(741)
Frais d'acquisition des regroupements d'entreprises		(2 969)	(1 994)
Autres produits et charges opérationnels non courants		(37)	(3 614)
Dépréciations des actifs		-	25
Résultat opérationnel	6.4.6	17 261	12 172
Produits de trésor. et d'équivalents de trésorerie	6.4.7	126	1 094
Coût de l'endettement financier brut	6.4.7	(3 344)	(4 187)
Coût de l'endettement financier net		(3 218)	(3 093)
Autres produits et charges financiers	6.4.7	393	(1 627)
Résultat financier		(2 825)	(4 720)
Impôts sur les bénéfices	6.4.8	(3 084)	(327)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		11 352	7 126
<i>Dont intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle</i>		-	-
<i>Dont part des propriétaires de la société mère</i>		11 353	7 126
Résultat par action		0,51	0,32
Résultat net dilué par action	6.1.22	0,51	0,32

3. ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL (EN K€)

	31/12/2022	31/12/2023
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE	11 353	7 126
Eléments qui ne seront pas retraités en résultat postérieurement (A)		
Ecart actuariels	704	198
Effet impôt	(174)	(47)
Sous-total (A)	530	152
Eléments qui seront retraités en résultat postérieurement (B)		
Ecart de conversion	(390)	(2 644)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	233	(178)
Effet impôt	(58)	44
Sous-total (B)	(216)	(2 778)
Sous-total gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	314	(2 626)
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	11 667	4 500
<i>Dont intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	-	-
<i>Dont part des propriétaires de la Société mère</i>	11 667	4 500

4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (EN K€)

	Capital	Primes liées au capital	Auto-contrôle	Réserves	Réserves de conversion groupe	Autres réserves groupe (Ecart actuariels)	Autres réserves de juste valeur	Capitaux propres (part du groupe)	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total capitaux propres
31/12/2021	22 467	86 103	(2 595)	75 312	1 458	(477)	(940)	181 327	-	181 327
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(390)	530	174	314	-	314
Résultat de l'exercice	-	-	-	11 353	-	-	-	11 353	-	11 353
<i>Résultat global</i>	-	-	-	<i>11 353</i>	<i>(390)</i>	<i>530</i>	<i>174</i>	<i>11 667</i>	-	<i>11 667</i>
Actions gratuites	-	-	-	1 323	-	-	-	1 323	-	1 323
Actions propres	-	-	(879)	-	-	-	-	(879)	-	(879)
Augmentation de capital	0	-	-	-	-	-	-	0	-	0
Autres	0	(0)	(129)	157	0	(29)	-	(0)	-	(0)
31/12/2022	22 467	86 103	(3 603)	88 144	1 068	24	(766)	193 438	-	193 438
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(2 644)	152	(133)	(2 626)	-	(2 626)
Résultat de l'exercice	-	-	-	7 126	-	-	-	7 126	-	7 126
<i>Résultat global</i>	-	-	-	<i>7 126</i>	<i>(2 644)</i>	<i>152</i>	<i>(133)</i>	<i>4 500</i>	-	<i>4 500</i>
Actions gratuites	-	-	-	(1 499)	-	-	-	(1 499)	-	(1 499)
Actions propres	-	-	(3 138)	-	-	-	-	(3 138)	-	(3 138)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	0	(0)	-	0	(0)	0	-	0	-	0
31/12/2023	22 467	86 103	(6 741)	93 772	(1 577)	176	(899)	193 301	-	193 301

5. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS (EN K€)

	2022	2023
<i>Résultat net de l'ensemble consolidé</i>	11 353	7 126
Amortissements, dépréciations et provisions	14 883	16 033
Plus ou moins-values de cessions d'actifs	(3 894)	741
Coût de financement	3 344	4 187
Autres produits et charges calculés	1 323	(1 499)
Charge d'impôt	3 084	327
<i>Marge brute d'autofinancement avant impôts et frais financiers</i>	<i>30 091</i>	<i>26 915</i>
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(29 176)	(4 772)
Impôt payé / reçu	512	(1 476)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (I)	1 427	20 667
Investissements corporels et incorporels	(29 445)	(25 554)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	8 750	243
Décaissements sur investissements financiers	(745)	(296)
Encaissements sur investissements financiers	174	44
Trésorerie / acquisitions / cessions de filiales	(8 071)	(20 588)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (II)	(29 338)	(46 151)
Émissions d'emprunts	15 210	50 672
Remboursements d'emprunts	(18 767)	(21 924)
Coût de l'endettement financier	(2 926)	(3 896)
Dividendes versés des filiales	-	-
Dividendes reçus/versés de la société mère	-	-
Augmentations / réductions de capital	-	-
Variation des autres fonds propres	(1 407)	(3 161)
FLUX NET DE TRÉSO. GÉNÉRÉ PAR LES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (III)	(7 889)	21 690
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE (IV)	173	(373)
VARIATION DE FLUX DE TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(35 628)	(4 168)
Trésorerie : ouverture	95 925	60 297
Trésorerie : clôture	60 297	56 130

6. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Lumibird est une société anonyme à Conseil d'administration, régie par le droit français. Son siège est situé en France au 2 rue Paul Sabatier - 22300 LANNION. Les actions Lumibird sont cotées sur Euronext Paris.

Lumibird est une société fabriquant des lasers destinés aux applications scientifiques, industrielles et médicales.

6.1. Principes et méthodes comptables

6.1.1. Base de préparation et de présentation des états financiers

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes IFRS. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Lumibird du 12 mars 2024. Ils seront soumis à l'approbation de la prochaine assemblée générale.

Les éléments d'information ne sont présentés que lorsqu'ils ont une importance significative. Ils sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception éventuelle des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur.

La préparation de comptes consolidés conformes aux principes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction financière d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Ces estimations sont établies selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

En raison des incertitudes inhérentes à tous processus d'évaluations, ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations. Les principales estimations réalisées par le Groupe concernent - à l'actif - la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles (Goodwill et frais de développement dont les montants sont indiqués en note 6.3.1.), ainsi qu'au passif, les provisions pour risques et charges courantes (dont les montants sont indiqués en note 6.3.7.).

Depuis le 1^{er} janvier 2005, les états financiers consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au travers du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, portant homologation du référentiel IFRS. Ce référentiel inclut les normes comptables internationales (IAS/IFRS), les interprétations du comité d'interprétation des normes comptables internationales ou *Standing Interpretations Committee* (SIC) et du comité d'interprétation des normes d'information financière internationales ou *International Financial Reporting Interpretations Committee* (IFRIC) telles que publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) au 31 décembre 2023 et applicables à cette date.

Normes et interprétations nouvelles non obligatoires et ne pouvant pas être anticipées au 1er janvier 2023

Le Groupe a appliqué pour la première fois, à compter du 1^{er} janvier 2023, date de leur entrée en application, les normes suivantes, sans impact sur ses états financiers :

→ IAS8 : Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs.

Le Groupe n'est pas concerné par la norme IFRS17 relative aux contrats d'assurance.

6.1.2. Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthode comptable n'a été réalisé sur 2023.

6.1.3. Opérations majeures et comparabilité

Le Groupe a finalisé le 31 août 2023 l'acquisition des activités Laser haute puissance et semi-conducteurs de Prima Industrie en Italie et aux Etats-Unis. Cette opération s'est traduite par l'acquisition, par Lumibird SA, de la société Convergent Photonics en Italie (renommée Lumibird Photonics Italia) et par Lumibird Photonics USA des actifs de Convergent détenus par Prima Industrie North America aux Etats-Unis.

Le Groupe a procédé à un examen préliminaire des éléments acquis, des actifs identifiables et des passifs éventuels. De cet examen est ressorti un calcul de goodwill provisoire de 3,8 M€.

Cette opération n'étant pas majeure à l'échelle du Groupe, elles n'a pas donné lieu à la réalisation de comptes proforma.

6.1.4. Périmètre et méthode d'intégration

Le périmètre de consolidation du Groupe Lumibird comprend, outre la Société mère consolidante Lumibird SA, toutes les entreprises qu'elle contrôle, directement ou indirectement, de manière exclusive, conjointe, ou sur laquelle elle exerce une influence notable, et ce, quelle que soit leur forme juridique. Les filiales sont consolidées à compter de la date de prise de contrôle jusqu'à la date de perte de contrôle. Pour apprécier le contrôle les droits de vote potentiels attachés à des instruments financiers pouvant, dans certaines conditions, donner un droit de vote à Lumibird SA ou à ses filiales, sont pris en considération.

Les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale : selon les dispositions d'IFRS 10, le contrôle se détermine au regard de la capacité du Groupe à exercer le pouvoir sur les entités concernées de manière à influencer sur les rendements variables auxquels il est exposé ou a droit en raison de ses liens avec elles.

6.1.5. Regroupements d'entreprise

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des normes IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart représentatif

de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans les actifs nets évalués à leur juste valeur, est comptabilisé en Goodwill.

6.1.6. Opérations en monnaies étrangères

La monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe Lumibird est l'euro.

6.1.6.1. Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères

Les comptes des filiales étrangères du Groupe sont tenus dans leur monnaie fonctionnelle. Les actifs et les passifs des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au cours de clôture.

Le compte de résultat est converti au cours moyen de la période, dans la mesure où il n'y a pas de fluctuations significatives des cours ;

Le tableau de flux de trésorerie est converti au taux moyen à l'exception de la trésorerie qui est convertie au taux de clôture ;

Les différences de conversion entre les actifs et les passifs au cours de clôture et le compte de résultat au taux moyen sont enregistrées distinctement au poste « Ecart de conversion » dans les autres éléments du résultat global.

6.1.6.2. Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 « effets des variations des taux de change des monnaies étrangères ».

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont comptabilisés dans les pertes et profits de change dans le résultat opérationnel, hormis ceux relevant d'une nature financière et ceux relatifs à des flux sous-jacents enregistrés directement en capitaux propres.

6.1.7. Couverture de taux

Afin de gérer son exposition au risque de taux sur sa dette bancaire d'acquisition, le Groupe peut mettre en place des instruments financiers cotés sur des marchés organisés, de gré à gré, avec des contreparties de premier plan.

Au 31 décembre 2023, le Groupe utilise un CAP pour gérer son risque de taux lié à son financement de sa dette d'acquisition. Ils permettent de limiter le risque de variation à la hausse du taux de sa dette bancaire à taux variable.

Concernant ces opérations de couverture de flux de trésorerie, le Groupe procède à l'évaluation en juste valeur des instruments dérivés. Leur efficacité est prouvée s'il existe une relation économique entre l'opération de base et l'opération de couverture et que celles-ci se contrebalancent, en partie ou entièrement.

→ Seule la partie efficace d'une relation de couverture est prise en compte pour la comptabilité de couverture, et est ainsi reconnue dans les autres éléments du résultat global. L'inefficacité est comptabilisée au compte de résultat, sur la ligne « coût de l'endettement financier

brut ». La reconnaissance de la valeur temps des options est enregistrée en autres éléments du résultat global ;

→ Les pertes et gains accumulés en capitaux propres liés aux instruments de couverture sont recyclés au compte de résultat sur la ligne « coût de l'endettement financier brut », comme un coût de la transaction couverte lorsque celle-ci se réalise.

6.1.8. Immobilisations incorporelles

6.1.8.1. Goodwill

Les goodwill représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la part acquise par le Groupe dans la juste valeur des actifs nets, des passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité à la date d'acquisition. Des corrections ou ajustements peuvent être apportés à la juste valeur des actifs et passifs acquis dans les 12 mois qui suivent l'acquisition si des informations nouvelles sont obtenues à propos d'un élément qui existait à la date d'acquisition.

Dans le cas où la juste valeur des actifs, passifs ou passifs éventuels identifiables comptabilisés est supérieure à la contrepartie transférée, la différence est immédiatement reconnue en résultat l'année de l'acquisition.

Les acquisitions complémentaires de titres d'une filiale antérieurement consolidée ne donnent pas lieu à constatation d'un goodwill complémentaire, ces opérations étant considérées comme des transactions entre actionnaires devant être constatées au sein des capitaux propres.

6.1.8.2. Autres immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles » seuls les éléments pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe et dont le coût peut être déterminé de façon fiable, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par le Groupe. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Lorsque leur durée d'utilité est indéfinie, les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur.

Les immobilisations incorporelles du Groupe comprennent principalement :

- les frais de développement (incluant les brevets) qui sont immobilisés dès que sont démontrés :
 - l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
 - la probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement bénéficieront à l'entreprise ;
 - et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable ;
 - les frais de recherche et de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont

enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les développements capitalisés qui remplissent les critères prescrits par le référentiel comptable sont inscrits à l'actif du bilan. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, généralement 5 ans.

- les marques Quantel et Ellex, qui ne font pas l'objet d'un amortissement ;
- la valeur incorporelle des contrats défenses, amortis sur une durée de 9 ans ;
- les logiciels acquis, amortis linéairement sur trois ans.
- les droits d'utilisation des immobilisations louées et reconnues en application d'IFRS16.

6.1.8.3. Pertes de valeur

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de test de perte de valeur dans certaines circonstances :

- pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie, au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur ;
- pour les autres immobilisations, à chaque fois que les événements ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

- la valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou groupe d'actifs) et de sa sortie in fine ;
- la juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou groupe d'actifs), dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts directement liés à la cession.

Les immobilisations (incorporelles et corporelles) soumises aux tests de perte de valeur sont regroupées au sein d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) correspondant à des ensembles homogènes dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendants, à savoir, pour le Groupe Lumibird :

- l'UGT « Médical » ;
- l'UGT « Photonique »

La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût moyen pondéré du capital après impôts pour chacune des unités génératrices de trésorerie. En termes de variation du chiffre d'affaires et des valeurs terminales, les hypothèses retenues sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des activités opérationnelles.

Le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini d'une part, et le taux de croissance de l'activité d'autre part sont les hypothèses les plus sensibles concernant l'évaluation des tests de dépréciation. Pour réaliser les

tests de dépréciation à la clôture de l'exercice 2023, le Groupe a retenu les hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation de 10,85% contre 9,15% l'année passée ;
- taux de croissance à l'infini de 2% (reflétant les projections des analystes suivants la valeur), stable par rapport à 2022.

6.1.9. Immobilisations corporelles

Le Groupe Lumibird n'ayant pas vocation récurrente à céder ses actifs, la valeur résiduelle d'une immobilisation au terme de sa période d'amortissement est nulle (les immobilisations sont donc amorties sur la totalité de leur valeur). Le Groupe n'a pas opté pour la réévaluation de ses immobilisations corporelles (conservation du coût historique pour l'ensemble des catégories d'immobilisations, diminué des amortissements et des dépréciations de valeur éventuelle).

6.1.9.1. Amortissements

Les durées et les méthodes les plus couramment retenues sont les suivantes :

Nature	Durée	Méthode
Constructions	10 à 30 ans	Linéaire
Agencements constructions	10 à 15 ans	Linéaire
Matériel industriel	3 à 10 ans	Linéaire
Agencements matériel industriel	5 ans	Linéaire
Installations générales	10 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Matériel informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau	4 à 7 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire

6.1.9.2. Pertes de valeur

cf. note 6.1.8.3.

6.1.10. Subventions publiques

Les subventions comptabilisées par le Groupe sont principalement liées à des actifs. Ces subventions sont comptabilisées au passif du bilan dans la rubrique "autres passifs courants". Elles sont ramenées au résultat au rythme d'amortissement de l'actif auquel elles sont adossées, sur la ligne "autres produits des activités ordinaires".

Les éventuelles subventions d'exploitation couvrant des charges de la période sont constatées directement en revenus, sur la ligne « autres produits des activités ordinaires ».

6.1.11. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués à leur coût de revient ou à la valeur nette probable de réalisation si celle-ci est inférieure. Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

6.1.12. Instruments financiers

Les instruments financiers portés par le Groupe comprennent :

Les actifs financiers : les titres de participation non consolidés, les prêts et créances au coût amorti y compris les créances clients et comptes rattachés ainsi que la juste valeur positive des instruments financiers dérivés.

Les passifs financiers : les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les dettes fournisseurs et comptes associés et la juste valeur des instruments financiers dérivés passifs.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». En application de cette norme, lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par résultat.

Les actifs et passifs financiers sont présentés au bilan en actifs ou passifs courants ou non courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les emprunts et les autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). A titre d'exemple les commissions de crédit sont déduites du montant initial de la dette, puis réintégrées période après période selon le calcul du TIE, la contrepartie de ces réintégrations étant comptabilisée en résultat.

Les titres de participations non consolidés sont comptabilisés, sur options, en actifs financiers à la juste valeur par « autres éléments du résultat global », non recyclable depuis le 1^{er} janvier 2018.

Créances : Les créances sont comptabilisées au coût amorti. Pour leur dépréciation, le Groupe applique la méthode simplifiée proposée par IFRS 9 et reconnaît pour ces créances les pertes attendues à maturité. Ces pertes attendues sont appréciées en tenant compte des assurances crédit éventuellement souscrites.

6.1.13. Trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Les équivalents de trésorerie comprennent les SICAV et dépôts à terme, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme (d'une durée inférieure à 3 mois) et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

6.1.14. Rachat d'instruments de capitaux propres

Si le Groupe rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée, y compris les coûts directement attribuables, est comptabilisé en variation des capitaux propres.

6.1.15. Paiements fondés sur actions au profit du personnel

Le Groupe a choisi d'appliquer la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » à l'ensemble de ses plans d'options sur actions à compter de celui mis en place le 7 novembre 2002, conformément aux prescriptions de la norme.

Au 31 décembre 2023, il n'existe aucun plan en cours.

6.1.16. Actions gratuites

Conformément à IFRS 2 une charge doit être comptabilisée au titre des octrois d'actions gratuites afin de refléter les services rendus par les salariés ou mandataires. La contrepartie de cette charge est portée au poste réserves consolidées. Le principe d'évaluation de la charge est le suivant :

- Chaque action est valorisée à la juste valeur des actions gratuites attribuées ; c'est-à-dire au cours de bourse unitaire à la date d'attribution des actions, diminué éventuellement d'un montant reflétant les conditions de marché et autres caractéristiques telles que l'absence de dividende ou des clauses d'inaccessibilité post-acquisition. Cette juste valeur est figée à la date d'attribution. Elle ne fait pas l'objet de réestimations ultérieures en fonction de l'évolution du cours de bourse ;
- La juste valeur est ensuite multipliée par le nombre d'actions acquises par les bénéficiaires, salariés ou mandataires.
- Lorsque le plan d'attribution d'actions gratuites comprend une condition de présence au sein du Groupe jusqu'à la fin de la période d'acquisition pour que l'octroi devienne définitif, la charge est alors lissée sur la durée de la condition de présence (période d'acquisition).

6.1.17. Provisions

Les provisions sont constituées au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une provision n'est dotée dans les comptes du Groupe qu'à condition que le montant de la sortie de ressources qui sera nécessaire pour éteindre l'obligation puisse être évalué de façon fiable. A défaut d'estimation fiable et/ou lorsque le Groupe estime disposer d'arguments solides et pertinents à l'appui de son instruction des contentieux, aucune provision n'est comptabilisée. L'information est alors présentée dans le chapitre « Gestion des risques et litiges – litiges et faits exceptionnels » des présentes annexes.

Les principales provisions constituées par le Groupe concernent :

- la couverture des garanties clients ;
- des risques et litiges divers ;
- les avantages au personnel.

6.1.17.1. Pertes à terminaison

Les coûts totaux des contrats et notamment ceux restant à encourir, font régulièrement l'objet d'un suivi et d'estimations afin de suivre le niveau des marges attendues. Si ces estimations montrent qu'un contrat sera déficitaire, une provision pour perte à terminaison sera comptabilisée pour la totalité de la perte estimée.

6.1.17.2. Garanties

Les produits vendus par le Groupe bénéficient d'une garantie couvrant les frais de réparation éventuels pendant des durées variant d'un à trois ans. Une provision est établie, au moment de la vente des produits concernés,

pour couvrir le coût estimé de cette garantie.

6.1.17.3. Avantages au personnel

Les avantages au personnel concernent les engagements du Groupe – sur les filiales françaises – en matière d'indemnités de fin de carrière. Ils sont évalués conformément à la norme IAS 19 Révisée et intègrent les décisions de l'IFRIC de 2021. Le Groupe n'externalisant pas son engagement, ce dernier est constaté dans les comptes sous forme de provisions, calculé sur la base d'évaluations actuarielles selon la méthode prospective (méthode des unités de crédit projetées) intégrant notamment :

- les éléments statistiques de la table générationnelle TPF 2005 permettant de déterminer des probabilités de mortalité ;
- le taux de rotation moyen par tranche d'âge permettant de déterminer les probabilités de maintien dans le Groupe jusqu'à l'âge de départ à la retraite ;
- l'âge et l'ancienneté du personnel ;
- un coefficient d'évolution des rémunérations et un taux d'actualisation. Le taux retenu pour l'actualisation est de 3,650% en 2023 contre 3,680% en 2022.

Les écarts actuariels sont enregistrés en autres éléments du résultat global, en application d'IAS 19.

6.1.18. Produits de l'activité ordinaire

Conformément aux dispositions de la norme IFRS15, le chiffre d'affaires est reconnu si un contrat existe entre le Groupe et son client. Un contrat existe s'il est probable que le Groupe recouvrera le paiement auquel il a droit, les droits aux biens ou services et les termes de paiement peuvent être identifiés, et les parties au contrat sont engagées à s'acquitter de leurs obligations respectives.

Contrats à obligations de performance multiples :

Le Groupe est amené à signer des contrats à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents services, livraisons de biens. Le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments lorsqu'ils sont identifiables séparément et que le client peut en bénéficier.

Lorsqu'un contrat contient plusieurs obligations de performance, le prix est alloué à chacune d'elles sur la base de son prix de vente individuel.

Principal ou Agent :

Lorsque le Groupe fournit des approvisionnements spécifiques aux clients, qualifiés de prestations distinctes, il agit en tant que principal notamment s'il est responsable de la conformité de ces biens et services aux spécifications du client ou assume le risque d'inventaire ou de livraison.

Reconnaissance du chiffre d'affaires à une date donnée dans le temps ou en continu :

Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsqu'il a rempli (ou à mesure qu'il remplit) une obligation de performance en fournissant au client un bien ou un service promis.

- Pour les obligations de performance remplies progressivement (chiffre d'affaires en continu), le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires en fonction du degré d'avancement. Le degré d'avancement est déterminé en fonction des coûts encourus par

comparaison avec les coûts globaux prévus au contrat ; Par ailleurs, quand le Groupe construit des actifs en série, le chiffre d'affaires est reconnu en continu sur la base des coûts encourus, quand l'obligation de performance du Groupe consiste à construire des biens que le client contrôle au fur et à mesure de sa création ou que les dits actifs n'ont pas d'usage alternatif que celui qui en sera fait par le client et que le Groupe a un droit irrévocable à paiement pour les travaux réalisés à date selon les termes contractuels. Si ces conditions ne sont pas remplies, le chiffre d'affaires est reconnu à une date donnée.

- Pour les obligations de performance remplies à une date donnée, le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires au moment où il transfère le contrôle du bien ou du service au client.

6.1.19. Excédent Brut d'exploitation

Dans son compte de résultat consolidé, le Groupe Lumibird extériorise un solde intermédiaire de gestion – l'Excédent Brut d'Exploitation – non défini par les normes IFRS mais utile pour ses investisseurs.

L'excédent brut d'exploitation correspond à la valeur ajoutée du Groupe, majorée des subventions versées au résultat et déduction faites des impôts et taxes et versements assimilés ainsi que des charges de personnel. La valeur ajoutée comprend la production de l'exercice (vendue, stockée ou immobilisée) nette des achats consommés et des autres charges externes.

6.1.20. Impôts différés

Les différences temporelles apparaissant au bilan entre les valeurs comptables consolidées et les valeurs fiscales des actifs et passifs correspondants donnent lieu au calcul d'impôts différés.

Conformément à la norme IAS 12, le Groupe présente les impôts différés dans le bilan consolidé séparément des autres actifs et passifs. Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est probable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévision de résultats fiscaux futurs ;
- historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués selon la méthode du report variable, c'est-à-dire en utilisant le taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementation fiscale) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de la clôture, en tenant compte des majorations ou minorations de taux dans le futur.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont l'entreprise s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

6.1.21. Information sectorielle

Le Groupe distingue son activité médicale de son activité industrielle et scientifique. L'information sectorielle est

présentée en note 6.4.2.

6.1.22. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social, retraitées, le cas échéant, des détentions par le Groupe de ses propres actions, soit, pour l'exercice 2023, 22.274.725 actions.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le bénéfice net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Au 31 décembre 2023, il n'existait aucune action ordinaire potentielle dilutive.

6.1.23. Eléments financiers au compte de résultat

6.1.23.1. Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie

Le poste "produits de trésorerie et équivalent de trésorerie" comprend principalement le résultat de cession

des équivalents de trésorerie, net des pertes de valeurs constatées sur les équivalents de trésorerie portés à l'actif.

6.1.23.2. Coût de l'endettement financier

Le coût de l'endettement financier brut comprend les charges d'intérêt sur les emprunts calculées au taux d'intérêt effectif ainsi que le coût de la couverture de taux sur ces mêmes emprunts, le cas échéant.

Le coût de l'endettement financier net correspond au coût de l'endettement financier brut sous déduction des produits de trésorerie et équivalents de trésorerie.

6.1.23.3. Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers correspondent aux revenus des prêts et créances financiers, aux dividendes versés des sociétés non consolidées, au résultat de change, à la désactualisation des provisions et aux pertes de valeur sur actifs financiers.

6.2. Périmètre de consolidation

6.2.1. Société mère

Lumibird SA

Société anonyme au capital de 22 466 882 €

2 rue Paul Sabatier – 22300 Lannion

6.2.2. Filiales consolidées

SOCIÉTÉ	SIÈGE	MODE DE CONSOLIDATION	DATE CLÔTURE	% DÉTENU
Quantel Médical	Cournon d'Auvergne	Intégration globale à compter du 06/10/2017	31/12	100%
Lumibird Photonics USA	Bozeman (USA)	Intégration globale à compter du 06/10/2017	31/12	100%
Quantel Derma GmbH	Erlangen (Allemagne)	Intégration globale à compter du 06/10/2017	31/12	100%
Lumibird GmbH	Cologne (Allemagne)	Intégration globale à compter du 06/10/2017	31/12	100%
Keopsys Industries	Lannion	Intégration globale à compter du 01/01/2016	31/12	100%
Lumibird Inc	Bozeman (USA)	Intégration globale à compter du 01/01/2016	31/12	100%
Lumibird Japan	Tokyo (Japon)	Intégration globale à compter du 01/04/2017	31/12	100%
Quantel Médical Immo	Cournon d'Auvergne	Intégration globale à compter du 01/12/2017	31/12	100%
Lumibird Médical Polska	Varsovie (Pologne)	Intégration globale à compter du 01/03/2018	31/12	100%
Lumibird China	Shanghai (Chine)	Intégration globale à compter du 01/07/2018	31/12	100%
Quantel Technologies	Villejust	Intégration globale à compter du 01/07/2018	31/12	100%
Eliase	Villejust	Intégration globale à compter du 01/07/2018	31/12	100%
Lumibird LTD	Ottawa (Canada)	Intégration globale à compter du 31/01/2019	31/12	100%
Optotek	Ljubljana (Slovénie)	Intégration globale à compter du 01/09/2019	31/12	100%
Halo Photonics	Worcester (Angleterre)	Intégration globale à compter du 31/12/2019	31/12	100%
Lumibird Medical	Cournon d'Auvergne	Intégration globale à compter du 23/12/2019	31/12	100%
Lumibird Medical Australia Pty Ltd	Sydney (Australie)	Intégration globale à compter du 30/06/2020	31/12	100%
Adele Ellex SPV Pty Ltd	Mawson Lakes (Australie)	Intégration globale à compter du 30/06/2020	31/12	100%
Ellex Japan Corporation	Tokyo (Japan)	Intégration globale à compter du 30/06/2020	31/12	100%
Ellex Medical Pty Limited	Mawson Lakes (Australie)	Intégration globale à compter du 30/06/2020	31/12	100%
Ellex Machine Shop Pty Ltd	Mawson Lakes (Australie)	Intégration globale à compter du 30/06/2020	31/12	100%
Lumibird Medical Inc	Minneapolis (USA)	Intégration globale à compter du 30/06/2020	31/12	100%
Lumibird Medical Nordics AB	Mölnlycke (Suède)	Intégration globale à compter du 31/07/2020	31/12	100%
Lumibird Medical Nordics AS	Drammen (Norvège)	Intégration globale à compter du 31/07/2020	31/12	100%
Lumibird Medical Nordics OY	Borga (Finlande)	Intégration globale à compter du 31/07/2020	31/12	100%
Lumibird Photonics Sweden AB	Mölnlycke (Suède)	Intégration globale à compter du 15/01/2021	31/12	100%
Lumibird Photonics Italia	Turin (Italie)	Intégration globale à compter du 31/08/2023	31/12	100%
Lumibird Medical India	Mumbai (Inde)	Intégration globale à compter du 19/04/2022	31/12	100%

6.3. Informations relatives aux postes de bilan

6.3.1. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	31/12/2022	Acquisitions de l'exercice	Sorties de l'exercice	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Goodwill	69 941	-	-	3 537	(885)	72 593
<i>Total Goodwill</i>	<i>69 941</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>3 537</i>	<i>(885)</i>	<i>72 593</i>
Frais de développement	66 799	12 441	(710)	1 426	(540)	79 416
Marque	5 375	-	-	-	(125)	5 249
Contrats défense	1 750	-	-	-	-	1 750
Autres immobilisations incorporelles	10 220	732	(108)	57	(232)	10 669
<i>Total immobilisations incorporelles</i>	<i>84 144</i>	<i>13 173</i>	<i>(819)</i>	<i>1 482</i>	<i>(896)</i>	<i>97 085</i>
Droit d'utilisation (IFRS16)	13 164	2 319	(1 104)	1 773	(175)	15 978
<i>Total Droit d'utilisation</i>	<i>13 164</i>	<i>2 319</i>	<i>(1 104)</i>	<i>1 773</i>	<i>(175)</i>	<i>15 978</i>
TOTAL VALEUR BRUTE IMMO INCORP	167 249	15 492	(1 922)	6 792	(1 956)	185 655

Amortissements et perte de valeur	31/12/2022	Acquisitions de l'exercice	Sorties de l'exercice	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Goodwill	-	-	-	-	-	-
<i>Total Goodwill</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Frais de développement	(34 814)	(7 517)	28	-	254	(42 049)
Marque	39	(39)	-	-	(1)	(0)
Contrats défense	(1 018)	(194)	-	-	-	(1 212)
Autres immobilisations incorporelles	(3 407)	(1 046)	65	(0)	30	(4 358)
<i>Total immobilisations incorporelles</i>	<i>(39 200)</i>	<i>(8 796)</i>	<i>93</i>	<i>(0)</i>	<i>284</i>	<i>(47 619)</i>
Droit d'utilisation (IFRS16)	(4 694)	(2 564)	892	(640)	99	(6 908)
<i>Total Droit d'utilisation</i>	<i>(4 694)</i>	<i>(2 564)</i>	<i>892</i>	<i>(640)</i>	<i>99</i>	<i>(6 908)</i>
TOTAL AMORT IMMO INCORP	(43 894)	(11 360)	985	(640)	382	(54 527)

Valeurs nettes	31/12/2022	Acquisitions de l'exercice	Sorties de l'exercice	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Goodwill	69 941	-	-	3 537	(885)	72 593
<i>Total Goodwill</i>	<i>69 941</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>3 537</i>	<i>(885)</i>	<i>72 593</i>
Frais de développement	31 985	4 924	(682)	1 426	(285)	37 368
Marque	5 414	(39)	-	-	(126)	5 249
Contrats défense	732	(194)	-	-	-	538
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>6 813</i>	<i>(313)</i>	<i>(44)</i>	<i>57</i>	<i>(202)</i>	<i>6 311</i>
Total immobilisations incorporelles	44 944	4 377	(725)	1 482	(613)	49 466
Droit d'utilisation (IFRS16)	8 470	(246)	(211)	1 133	(76)	9 069
<i>Total Droit d'utilisation</i>	<i>8 470</i>	<i>(246)</i>	<i>(211)</i>	<i>1 133</i>	<i>(76)</i>	<i>9 069</i>
TOTAL VALEUR NETTE IMMO INCORP	123 355	4 132	(937)	6 152	(1 574)	131 128

Les autres mouvements correspondent principalement aux écarts de conversion sur les immobilisations détenues en devises.

6.3.1.1. Frais de développement

Les frais de développement correspondent aux frais de développement activés par le Groupe. Sur l'exercice 2023, les acquisitions de frais de développement comprennent ceux engagés dans l'exercice et activés, pour

un montant net des subventions reçues sur ces projets de 12 441 K€.

6.3.1.2. Marque

Le poste « marques » comprend principalement la marque Quantel Médical (valorisée dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition du Groupe Quantel) pour 1,8 million d'euros et la marque Ellex (valorisée dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition de la branche Laser et Ultrason d'Ellex) pour 3,4 millions d'euros.

6.3.1.3. Goodwill

La variation du montant des Goodwill au bilan s'explique principalement par :

- l'acquisition des activités Laser haute puissance et semi-conducteurs de Prima Industrie en Italie et aux Etats-Unis (Convergent), ayant conduit à la constatation d'un Goodwill provisoire de 3,8 millions d'euros ;
- l'effet de change sur la valeur du goodwill créé lors des acquisitions d'Ellex et d'Halo-Photonics (pour un montant de -0,9 million d'euros).

Sans indice de perte de valeur, les tests de dépréciation sont réalisés une fois par an, au 31 décembre. Le test de dépréciation réalisé en 2023 (selon les modalités précisées dans la présente annexe, dans les principes et méthodes comptables – valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles) a permis de conclure à l'absence de dépréciation à constater. Les tests de sensibilité appliqués aux différentes UGT ont consisté à faire varier le taux d'actualisation et de croissance à l'infini par tranche de 1% et les flux de trésorerie par tranche de 10%. Une synthèse de la valeur des UGT et des tests réalisés est présentée ci-dessous :

(en K€)	Valeur utilité UGT	Valeur comptable UGT	Variation de la valeur d'utilité de l'UGT si :		
			Augmentation du taux d'actualisation de 1%	Diminution du taux de croissance à l'infini de - 1%	Diminution des flux de trésorerie de - 10%
UGT Photonique	214 702	163 618	(26 299)	(18 330)	(21 470)
UGT Médical	186 530	117 779	(21 179)	(14 584)	(18 653)

Il est, par ailleurs, précisé que l'analyse de sensibilité n'a pas fait apparaître de scénario probable selon lequel la valeur recouvrable des UGT deviendrait inférieure à leur valeur nette comptable.

6.3.2. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	31/12/2022	Acquisitions de l'exercice	Sorties de l'exercice	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Terrains	3 828	-	-	-	1 659	5 487
Constructions	13 124	66	-	-	10 914	24 104
Instal. techniques, matériels et outillages	22 415	2 299	(1 276)	6 858	702	30 998
Autres immobilisations corporelles	11 368	435	(254)	83	(314)	11 318
Immobilisations en cours	9 793	7 490	(52)	34	(13 359)	3 907
TOTAL VALEUR BRUTE IMMO CORP	60 529	10 290	(1 582)	6 975	(398)	75 814

Amortissements et perte de valeur	31/12/2022	Acquisitions de l'exercice	Sorties de l'exercice	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Terrains	-	-	-	-	-	-
Constructions	(1 459)	(497)	-	(0)	50	(1 906)
Instal. techniques, matériels et outillages	(14 508)	(2 765)	1 118	(3 927)	(222)	(20 304)
Autres immobilisations corporelles	(4 874)	(1 047)	222	(46)	261	(5 484)
Immobilisations en cours	-	-	-	-	0	-
TOTAL VALEUR BRUTE IMMO CORP	(20 841)	(4 310)	1 340	(3 973)	89	(27 695)

Valeurs nettes	31/12/2022	Acquisitions de l'exercice	Sorties de l'exercice	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Terrains	3 828	-	-	-	1 659	5 487
Constructions	11 665	(431)	-	(0)	10 964	22 199
Instal. techniques, matériels et outillages	7 907	(466)	(158)	2 930	480	10 694
Autres immobilisations corporelles	6 494	(612)	(32)	37	(54)	5 833
Immobilisations en cours	9 793	7 490	(52)	34	(13 359)	3 907
TOTAL VALEUR NETTE IMMO CORP	39 687	5 980	(242)	3 002	(309)	48 119

6.3.3. Instruments financiers

	31/12/2022			31/12/2023		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Actifs financiers à la JV par les OCI	7 500	-	7 500	7 500	-	7 500
Actifs financiers non courants divers	3 455	-	3 455	3 499	-	3 499
Actifs financiers courants divers	-	47 904	47 904	-	52 540	52 540
AUTRES ACTIFS FINANCIERS	10 956	47 904	58 859	10 999	52 540	63 539
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	-	61 677	61 677	-	56 195	56 195
Dettes financières	48 618	65 562	114 180	128 602	16 475	145 077
Autres passifs financiers	-	29 272	29 272	-	28 870	28 870
PASSIFS FINANCIERS	48 618	94 835	143 453	128 602	45 345	173 947

6.3.3.1. Actifs financiers à la juste valeur par les OCI

Les actifs financiers à la juste valeur par les OCI concernent essentiellement au 31 décembre 2023 les titres non consolidés de la société Cilas, acquis par Lumibird le 23 juillet 2021 pour 7,5 millions d'euros et représentant 37% du capital de la société (le Groupe n'exerce pas d'influence notable sur cette société). Ils sont valorisés à leur valeur recouvrable minimum attendue dans le cadre d'échanges en cours sur une possible cession.

	31/12/2022	Acquisitions	Sorties de l'exercice	Autres mouvements	31/12/2023
Medsurge	-	-	-	-	-
Titres CILAS	7 500	-	-	-	7 500
TITRES NON CONSOLIDÉS	7 500	-	-	-	7 500

6.3.3.2. Actifs financiers divers

	31/12/2022			31/12/2023		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dépôts et cautionnements	2 733	184	2 917	2 992	118	3 110
Prêts	462	-	462	507	-	507
Actifs financiers dérivés	261	-	261	(0)	82	82
Autres actifs financiers	(0)	-	(0)	0	-	0
Créances clients	-	46 623	46 623	-	51 581	51 581
Avances et acomptes versés sur commandes	-	1 097	1 097	-	758	758
Créances sur immobilisations	-	-	-	-	-	-
ACTIFS FINANCIERS DIVERS	3 455	47 904	51 359	3 499	52 540	56 039

Les autres actifs financiers non courants concernent principalement des dépôts et cautionnements et dans une moindre mesure les prêts 1% construction versés au titre de l'effort construction des sociétés Lumibird et Quantel Technologies. Les dépôts et cautionnements correspondent principalement aux gages espèces déposés dans le cadre d'emprunts contractés auprès de la BPI (2 400 K€) et dans

une moindre mesure aux dépôts de garantie sur le bâtiment des Ulis et de Villejust. L'augmentation du poste est liée à la mise en place d'une tranche supplémentaire d'emprunt BPI pour 250 K€.

Les autres actifs financiers courants concernent principalement les créances clients.

La décomposition des autres actifs financiers hors trésorerie est présentée ci-dessous :

	31/12/2022			31/12/2023		
	Brut	Perte de valeur	Net	Brut	Perte de valeur	Net
Prêts et créances financiers	13 166	(2 026)	11 139	12 148	(949)	11 199
Créances opérationnelles	48 407	(686)	47 720	53 333	(993)	52 339
AUTRES ACTIFS FINANCIERS	61 572	(2 713)	58 859	65 481	(1 942)	63 539

6.3.3.3. Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie dont dispose le Groupe comprend les éléments suivants :

	31/12/2022	31/12/2023
Valeurs mobilières de placement	25 074	31 964
Comptes bancaires	36 603	24 231
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie dans l'état de la situation financière (a)+(b)</i>	<i>61 677</i>	<i>56 195</i>
Concours bancaires courants	(1 380)	(66)
TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DANS LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	60 297	56 130

6.3.3.4. Passifs financiers

6.3.3.4.1. Dettes financières

	31/12/2022			31/12/2023		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dettes auprès des établissements de crédit	41 438	21 536	62 974	81 938	13 100	95 038
Emprunts obligataires	(0)	39 570	39 570	39 630	(0)	39 630
Dettes de location	7 180	2 328	9 508	7 034	2 795	9 829
Avances remboursables et aides	(0)	514	514	(0)	210	210
Intérêts courus	0	234	234	(0)	305	305
Concours bancaires courants	-	1 380	1 380	-	66	66
TOTAL DETTES FINANCIÈRES	48 618	65 562	114 180	128 602	16 475	145 077

Variation de l'endettement sur l'exercice

	31/12/2022	Acquisitions de l'exercice	Sorties de l'exercice	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Dettes auprès des établissements de crédit	62 974	50 672	(18 769)	(0)	161	95 038
Emprunts obligataires	39 570	-	-	-	60	39 630
Dettes de location	9 508	2 319	(3 045)	1 133	(86)	9 829
Avances remboursables et aides	514	-	(304)	-	-	210
Intérêts courus	234	87	(1)	1	(16)	306
Total (hors trésorerie passive)	112 800	53 077	(22 118)	1 135	119	145 012
Concours bancaires courants	1 380	(1 322)	-	6	-	65
TOTAL DETTES FINANCIÈRES	114 180	51 755	(22 118)	1 141	119	145 077

Les augmentations de l'exercice se décomposent principalement comme suit :

- +19,5 millions d'euros : tirage de la ligne de crédit de la dette d'acquisition au titre de l'enveloppe "non confirmée", afin de financer l'opération "Convergent" ;
- +5,0 millions d'euros : mise en place d'une ligne de financement BPI ;
- +11,3 millions d'euros : tirage du solde des lignes de financement destinées à financer l'extension du site de Lannion ;
- +5 millions d'euros : mise en place d'une ligne de financement couvrant les travaux d'aménagement du site de Villejust ;
- +10,0 millions d'euros : mise en place de ligne de financements non adossés destinés au financement des investissements du Groupe ;

- +2,3 millions d'euros : nouveaux contrats de location (incluant les renouvellements).

La dette d'acquisition du Groupe, bancaire (tirée pour 37,0 millions d'euros) et obligataire (pour 40,0 millions d'euros), est assorti de deux ratios, testés annuellement au 31 décembre, dont le non-respect entraîne l'exigibilité de la dette :

- **un ratio de levier** (ratio de l'endettement net consolidé sur l'EBE consolidé) ne devant pas excéder un maximum dégressif passant progressivement de 3,50 (borne haute) au 31 décembre 2020 à 2,75 (borne basse) au 31 décembre 2026 et pour lequel :
 - . l'endettement net consolidé désigne, sur une base consolidée la différence entre :
 - . la trésorerie consolidée, représentant la position active des comptes de trésorerie et équivalents de trésorerie ;
 - . l'endettement consolidé, ce dernier désignant l'ensemble des emprunts et dettes assimilées à l'exclusion de toutes dettes subordonnées, majoré dans le même périmètre de consolidation des positions passives des comptes bancaires, des effets portés à l'escompte et non échus, des engagements hors bilan (à l'exclusion des engagements pour retraites, des garanties et cautions accordées dans le cadre de l'exploitation courantes et des couvertures de taux et de change) et des cessions de créance ou d'escompte avec recours ou toute opération d'affacturage avec recours ;
 - . l'EBE consolidé désigne le résultat opération courant consolidé :
 - . majoré des dotations nettes aux amortissements et provisions ;
 - . diminué des autres produits courants et majoré des autres charges courantes.

Au 31 décembre, le ratio de levier du Groupe s'élevait à 2,58.

- **un ratio de couverture** (ratio de cash-flow consolidé sur le service de la dette) qui doit être supérieur à 1 tout au long du crédit, dans lequel :
 - . le cash-flow consolidé est constitué de l'EBE consolidé du Groupe :
 - . diminué :
 - . des impôts sur les sociétés effectivement acquittés ;
 - . des investissements décaissés ;
 - . de la variation du Besoin en Fonds de Roulement net consolidé
 - . de tout produit n'ayant pas vocation à donner lieu à un encaissement ou décaissement et pris en compte dans l'EBE consolidé ;
 - . de tout élément exceptionnel ou extraordinaire (y compris les produits nets de cession d'actifs, d'actions, de droits sociaux ou de fonds de commerce) qui n'entre pas dans le cadre de l'exploitation courante et qui a fait l'objet d'un encaissement ou d'un décaissement.
 - . augmenté :
 - . de tout tirage de crédits moyen terme ;
 - . de la somme des autres intérêts et produits financiers de placement et disponibilités et des produits nets sur cessions de valeurs mobilière de placement.
 - . le service de la dette désigne la charge financière consolidée du Groupe :
 - . augmentée du montant du remboursement en principale des dettes financières venant à échéance pendant la période de test considérée ;
 - . diminuée de tout remboursement en 2021 des prêts bancaires soumis à la réglementation PGE conclus antérieurement à la date de signature du contrat.

Au 31 décembre, le ratio de couverture s'élevait à 1,05.

Décomposition des dettes financières par échéance

	31/12/2023	< 1 an	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes auprès des établissements de crédit	95 038	13 100	46 380	35 558
Emprunts obligataires	39 630	-	39 630	(0)
Dettes de location	9 829	2 795	5 106	1 928
Avances remboursables et aides	210	210	(0)	-
Intérêts courus	305	305	(0)	0
Total (hors trésorerie passive)	145 012	16 410	91 116	37 486
Concours bancaires courants	66	66	-	-
TOTAL DETTES FINANCIÈRES	145 077	16 475	91 116	37 486

6.3.3.4.2. Autres passifs financiers

	31/12/2022			31/12/2023		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Fournisseurs	-	18 115	18 115	-	17 593	17 593
Avances et acomptes reçus sur commandes	-	7 729	7 729	-	11 005	11 005
Dettes sur immobilisations	-	3 428	3 428	-	273	273
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	-	29 272	29 272	-	28 870	28 870

6.3.4. Autres actifs et autres passifs non financiers

6.3.4.1. Autres actifs non financiers

Autres actifs non financiers	31/12/2022			31/12/2023		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Crédit impôt recherche	8 477	-	8 477	10 448	1 063	11 511
Autres créances d'impôts	-	354	354	-	464	464
Total créances d'impôts	8 477	354	8 831	10 448	1 527	11 974
Créances sociales	-	118	118	-	114	114
Créances fiscales	-	6 194	6 194	-	4 505	4 505
Créances diverses	0	5 477	5 477	0	4 846	4 846
Autres actifs divers	0	11 789	11 789	0	9 465	9 465
TOTAL AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS	8 477	12 143	20 621	10 448	10 991	21 439

6.3.4.2. Autres passifs non financiers

Autres passifs non financiers	31/12/2022			31/12/2023		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Impôt exigible	-	859	859	-	2 974	2 974
Dettes sociales	436	12 526	12 963	56	14 773	14 830
Dettes fiscales (hors IS)	-	4 975	4 975	-	5 310	5 310
Subventions (y compris CIR étalé)	-	-	-	3 966	1 327	5 293
Produits constatés d'avance sur contrats	4 430	4 611	9 041	596	2 269	2 866
Autres dettes diverses	-	467	467	-	226	226
Autres passifs divers	4 866	22 579	27 446	4 619	23 905	28 524
TOTAL AUTRES PASSIFS NON FINANCIERS	4 866	23 438	28 305	4 619	26 879	31 498

Le crédit d'impôt recherche constaté, pour la part correspondant aux projets de développement ayant fait l'objet d'une constatation en frais de développement à l'actif, est comptabilisé en « subventions à étaler » au passif du bilan, et ramené au résultat au rythme d'amortissement de l'actif sous-jacent.

Les produits constatés d'avance sur contrats concernent les contrats dont le chiffre d'affaires est reconnu en continu pour lesquels le Groupe applique la méthode de l'avancement.

6.3.5. Stocks et encours

	31/12/2022			31/12/2023		
	Brut	Perte de valeur	Net	Brut	Perte de valeur	Net
Matières premières et consommables	34 675	(3 934)	30 741	42 282	(6 687)	35 595
Travaux en cours	16 117	(879)	15 238	17 919	(958)	16 960
Produits finis	12 021	(1 679)	10 342	14 139	(1 829)	12 310
Marchandises	10 262	(1 181)	9 081	13 850	(1 177)	12 673
TOTAL STOCKS	73 076	(7 673)	65 403	88 189	(10 651)	77 538

6.3.6. Capitaux propres

6.3.6.1. Composition du capital

Nombre d'actions	
NOMBRE D'ACTIONS EN DÉBUT D'EXERCICE	22 466 882
Augmentation de capital	-
NOMBRE D'ACTIONS EN FIN D'EXERCICE	22 466 882

Au 31 décembre 2023, ces 22.466.882 actions de 1 € chacune sont entièrement libérées et représentent un capital de 22.466.882 €. Elles sont détenues à cette même date par :

	NB d'actions	% du capital	NB droits de vote ⁽¹⁾	% droits de vote ⁽²⁾
ESIRA ⁽³⁾	11 617 290	52%	23 234 580	68%
Salarié du Groupe	162 878	1%	203 213	1%
Auto-détention	386 506	2%	-	0%
7 Industries Holding B.V ⁽⁴⁾	1 706 649	8%	1 706 649	5%
Amiral Gestion ⁽⁵⁾	687 226	3%	687 226	2%
Autres dont public	7 906 333	35%	8 168 967	24%
TOTAL	22 466 882	100%	34 000 635	100%

(1) Droits de vote exerçables en assemblée générale des actionnaires.

(2) Les pourcentages de droits de vote exprimés dans ce tableau sont calculés sans tenir compte des actions auto-détenues par la Société qui sont privées de droits de vote en application des dispositions de l'article L.225-210 du Code de commerce, soit sur un nombre total de droits de vote réels de 34.000.635 au 31 décembre 2023.

(3) La société ESIRA est une société par actions simplifiée, dont le capital est détenu majoritairement par Monsieur Marc Le Flohic, Président-Directeur général de la Société.

(4) 7 Industries Holding B.V est une société contrôlée par Madame Ruthi Wertheimer.

(5) Société de gestion de portefeuille agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion.

6.3.6.2. Actions gratuites

Au cours de sa séance du 21 septembre 2021, le Conseil d'administration a décidé l'adoption d'un nouveau plan d'attribution au profit de plusieurs catégories de salariés du Groupe représentant un total de 84 collaborateurs et 291 000 actions. La date d'acquisition définitive des actions gratuites a été fixée à la date d'arrêt des comptes 2023, soit une période d'acquisition de 2 ans et 5 mois, sous réserve que :

- le bénéficiaire ait été de façon continue et ininterrompue, au cours de la période d'acquisition, et soit, au terme de la période d'acquisition, titulaire d'un contrat de travail valide au sein de la Société ou d'une société liée au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce ; et
- les conditions de performance fixées par le Conseil d'administration soient atteintes.

Au 31 décembre 2023, compte tenu :

- des bénéficiaires ayant d'ores et déjà quitté le Groupe, ceux ayant refusé le plan, il est considéré que 205 000 actions gratuites sur les 291 000 actions gratuites proposées sont en vigueur ;
- du projet de comptes consolidés 2023 du Groupe, constatant une non atteinte des conditions de performance du plan, le nombre d'actions provisionnées a été ramené à zéro. Aucune dotation n'a été constatée sur 2023 et la provision au bilan des comptes 2022 a été reprise pour un montant de 1,8 million d'euros.

Par ailleurs, le contrat d'acquisition de la société Innoptics daté du 22 septembre 2002 stipule que les 2 actionnaires personnes physiques de cette société, désormais salariés du Groupe, bénéficient d'attributions d'actions qui leur

seront définitivement acquises à chaque fin d'exercice , de 2022 à 2026 inclus, sous réserve de :

- leur présence au sein du Groupe à chaque fin d'exercice ; et
- la réalisation des objectifs détaillées dans le contrat d'acquisition.

Au total, chacun des 2 actionnaires pourra recevoir 20 000 actions dans ce cadre.

Enfin, au cours de sa séance du 9 décembre 2022, le Conseil d'administration a décidé l'adoption d'un plan d'attribution de 60 000 actions au profit d'une catégorie de salarié. La date d'acquisition définitive des actions

La valeur des plans d'attribution a été déterminée de la manière suivante :

gratuites a été fixée à la date d'arrêté des comptes 2024 pour 20% des actions et 2026 pour 80% des actions, soit une période d'acquisition de 4 ans et 3 mois, sous réserve que :

- le bénéficiaire ait été de façon continue et ininterrompue, au cours de la période d'acquisition, et soit, au terme de la période d'acquisition, titulaire d'un contrat de travail valide au sein de la Société ou d'une société liée au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce ; et
- les conditions de performance fixées par le Conseil d'administration soient atteintes.

Plan d'actions gratuites	Plan du 21/09/2021	Earn-out Innoptics du 22/09/2022	Plan du 09/12/2022
<i>Nombre d'actions gratuites totales attribuées</i>	291 000	40 000	60 000
Date du conseil décidant l'attribution	21/09/2021	n/a	09/12/2022
Fin de la période d'acquisition	arrêté comptes 2023	31/12/2026	arrêté comptes 2024 (20%) et 2026 (80%)
<i>Cours de l'action à la date d'attribution (B)</i>	17,0	20,0	15,4
Forfait social (c)	20%		20%
VALEUR DU PLAN À LA FIN DE LA PÉRIODE D'ACQ° (A*B*(1+C))	-	799 600 €	1 105 920 €
Nombre d'actions gratuites attribuées	-	4 448	-
Nombre d'actions gratuites annulées / refusées	86 000	-	-
Nombre d'actions gratuites en attente	-	-	-
Nombre d'actions restantes à la date d'acquisition	205 000	35 552	60 000
NOMBRE D' ACTIONS PROVISIONNÉES AU 31/12/2023 (A)	-	35 552	60 000

6.3.7. Provisions

Valeurs brutes	31/12/2022	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Avantages au personnel non courants	2 666	173	(43)	-	56	(276)	2 576
Provisions pour litiges NC	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour garanties données aux clients NC	-	-	-	-	-	-	-
Autres provisions non courantes	34	198	(34)	-	0	0	198
<i>Provisions non courantes</i>	2 700	371	(78)	-	56	(276)	2 774
Avantages au personnel courants	83	-	-	-	-	70	153
Provisions pour litiges C	263	617	(230)	(33)	-	45	662
Provisions pour garanties données aux clients C	1 172	364	(402)	(211)	141	(4)	1 060
<i>Autres provisions courantes</i>	55	-	0	(10)	-	(45)	-
Provisions courantes	1 573	981	(632)	(254)	141	66	1 874
TOTAL PROVISIONS	4 273	1 351	(710)	(254)	197	(210)	4 648

Avantages au personnel – Indemnités de fin de carrière

Les provisions pour avantages au personnel concernent principalement les sociétés françaises.

Avantages au personnel	31/12/2022	31/12/2023
Avantages au personnel France	2 564	2 523
Avantages au personnel Hors France	185	206
TOTAL AVANTAGES AU PERSONNEL	2 749	2 729

Les avantages au personnel dont bénéficient les salariés français du Groupe sont les indemnités de fin de carrière. L'engagement du Groupe évolue comme suit :

Engagement	31/12/2023
MONTANT DE L'ENGAGEMENT EN DÉBUT D'EXERCICE	2 564
Intérêts crédités dans l'exercice	92
Coûts des services rendus dans l'exercice	221
Prestations réglées dans l'exercice	(171)
Ecart actuariels	(183)
Entrée de périmètre	-
Autres (dont écart de conversion)	-
MONTANT DE L'ENGAGEMENT EN FIN D'EXERCICE	2 523

S'agissant des sociétés Hors France, les avantages postérieurs à l'emploi concernent les sociétés Optotek et Lumibird Photonics Italia.

Litiges et faits exceptionnels

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage dont la Société a connaissance qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe et qui ne serait pas prise en compte dans les présents états financiers.

6.3.8. Impôts différés

La ventilation et la variation des impôts différés par nature est présentée ci-dessous :

Valeurs brutes	31/12/2022	Variations en résultat	Variations / OCI	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Déficits activés – ID	3 436	(206)	-	(42)	950	(0)	4 139
Décalages temporaires – ID	2 569	2 233	-	(93)	442	0	5 151
<i>Déficits activés et différences temporaires</i>	<i>6 005</i>	<i>2 028</i>	<i>-</i>	<i>(135)</i>	<i>1 392</i>	<i>0</i>	<i>9 290</i>
Engagements de retraite	642	38	(47)	-	-	0	633
Elimination provisions internes	263	23	-	-	-	0	287
Activation des frais de développement	(7 963)	(1 156)	-	80	(173)	(0)	(9 211)
Contrats à l'avancement	(313)	148	-	3	-	(0)	(162)
Marque Quantel	(450)	-	-	-	-	-	(450)
Locations	176	(32)	-	(3)	5	(0)	145
Marges sur stocks	531	638	-	(10)	53	(0)	1 213
Autres	975	2 489	68	(38)	196	0	3 690
TOTAL DES IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS	(134)	4 177	22	(102)	1 473	0	5 435
<i>Impôts différés – actif</i>	<i>2 442</i>						<i>7 289</i>
<i>Impôts différés – passif</i>	<i>2 576</i>						<i>1 854</i>

6.3.9. Engagements hors bilan

6.3.9.1. Engagements hors bilan nés des opérations de l'activité courante

Engagements hors bilan nés des opérations de l'activité courante	2022	2023
Créances cédées non échues	-	-
Cautions données sur des marchés	-	-
- Nantissements d'actifs incorporels et corporels	-	-
- Nantissements de titres	-	-
Sûretés réelles	-	-
TOTAL	-	-

6.3.9.2. Engagements hors bilan donnés ou reçus dans le cadre de l'endettement

Engagements hors bilan donnés ou reçus dans le cadre de l'endettement	2022	2023
Créances professionnelles cédées	-	-
Cautions ou lettres d'intention	900	900
- Gages et nantissements d'actifs incorporels et corporels	21 144	20 265
- Gages et nantissements de titres	140 000	140 000
- Privilèges de prêteurs de deniers	8 042	5 742
Sûretés réelles	169 186	166 007
TOTAL	170 086	166 907

Toutes les sûretés ci-dessus mentionnées couvrent des dettes portées au bilan.

Le montant indiqué ci-dessus au titre des sûretés correspond au montant total de l'engagement donné au moment de la contraction des emprunts sous-jacents. Le capital restant dû des emprunts couverts par ces engagements s'élève au 31 décembre 2023 à 70 630 K€.

Les cautions correspondent à celles données par Lumibird SA à la Banque populaire du Massif Central pour couvrir toutes les lignes de financement court terme de Quantel Médical, pour un montant maximum de 900 K€.

Par ailleurs, dans le cadre de l'opération de structuration de sa dette d'acquisition, la société a reçu l'engagement

de son pool bancaire de (i) financer à hauteur de 10,0 millions d'euros supplémentaires (enveloppe confirmée) des opérations de croissance externe de cibles autorisées, aux conditions détaillées au point 6.3.3.4.1 du présent document et de (ii) financer à hauteur de 21,8 millions d'euros supplémentaires, sous réserve de l'accord d'un comité de crédit (enveloppe non confirmée) des opérations de croissance externe de cibles éligibles, aux mêmes conditions financières que celles de l'enveloppe confirmée ;

6.4. Notes sur le compte de résultat

6.4.1. Produits des activités ordinaires

La ventilation des produits des activités ordinaires est présentée ci-dessous :

Produits des activités ordinaires	31/12/2022	31/12/2023
Ventes France	30 670	34 755
Ventes Hors France	160 289	168 804
Autres produits des activités ordinaires	3 335	2 995
TOTAL	194 293	206 554
Dont chiffre d'affaires reconnu en continu (1)	13 826	9 845

(1) conformément aux principes exposés en note 6.1.18.

La répartition des ventes hors France par pays de destination est présentée ci-dessous :

Répartition par destination	31/12/2022	% du CA hors France	31/12/2023	% du CA hors France
Etats-Unis	36 789	23%	35 735	21%
Chine	13 298	8%	12 155	7%
Allemagne	9 185	6%	9 280	5%
Suisse	6 120	4%	5 067	3%
Autres pays	94 897	59%	106 567	63%
TOTAL	160 289	100%	168 804	100%

6.4.2. Information sectorielle

Le Groupe distingue son activité médicale de son activité photonique (ex-division Laser), tel que précisé dans la note 6.1.21. Les données sectorielles sont les suivantes :

Information sectorielle	31/12/2022	31/12/2022	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2023	31/12/2023
	Activité PHOTONIQUE	MEDICAL	TOTAL	PHOTONIQUE	MEDICAL	TOTAL
Chiffre d'affaires	93 512	97 447	190 959	100 796	102 763	203 559
Excédent brut d'exploitation	14 192	17 145	31 337	15 927	18 580	34 507
Dotations nettes aux amortissements	(9 380)	(4 924)	(14 305)	(10 207)	(5 462)	(15 670)
Résultat opérationnel courant	4 729	11 644	16 373	5 873	12 623	18 497
RÉSULTAT NET APRÈS RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ARRÊTÉES	1 291	10 062	11 353	(1 872)	8 998	7 126

La division Photonique fabrique une partie des lasers médicaux. Une partie de la marge médicale se situe donc dans la division Photonique. Sur l'exercice 2023, la division photonique a supporté des coûts non récurrents liés à la fermeture de son site d'Ottawa (-1,7 M€) et au déménagement du site des Ulis (-2,6 M€). Hors ces éléments de nature non courantes, le résultat net après résultat des activités arrêtées s'élève à 2,4 M€.

6.4.3. Frais de développement

Les dépenses directes engagées sur les projets de développement, qu'ils soient autofinancés, subventionnés ou éligibles au CIR, s'élèvent à 19,9 millions d'euros. La part activée s'élève à 12,8 millions d'euros et la part conservée en charges s'élève à 7,1 millions d'euros.

Les développements immobilisés, déduits des charges correspondantes, se décomposent en :

Frais de développement immobilisés par type de charge	31/12/2022	31/12/2023
Achats	1 737	1 514
Frais de personnel	8 642	10 004
Autres charges	600	1 293
TOTAL	10 979	12 812
Subventions	(659)	(405)
TOTAL	10 320	12 407

6.4.4. Personnel

Le poste frais de personnel est ventilé ainsi :

Ventilation des frais de personnel	31/12/2022	31/12/2023
Salaires et charges sociales	61 743	66 649
Participation des salariés	692	783
Charges au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	-	-

Ventilation des frais de personnel	31/12/2022	31/12/2023
Paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	1 323	(1 499)
TOTAL	63 758	65 934

La charge relative aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres traduit l'étalement du coût des plans d'actions gratuites décrits en note 6.3.6.2.

En France, un contrat de participation a été négocié en 2020 avec les organes représentatifs des sociétés françaises du Groupe. Celui-ci prévoit une répartition des participations de chaque société entre l'ensemble des salariés des sociétés françaises du Groupe, pour moitié de manière égalitaire et pour moitié au prorata des salaires.

Les effectifs du groupe sont les suivants :

Effectifs	31/12/2022	31/12/2023
Europe	706	738
Etats-Unis	141	135
Asie	34	37
Australie	125	141
TOTAL	1 006	1 051

6.4.5. Composition du résultat opérationnel courant

Composition du résultat opérationnel courant	31/12/2022	31/12/2023
<i>Excédent brut d'exploitation</i>	31 337	34 507
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (1)	(10 150)	(11 360)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(4 155)	(4 310)
Reprises aux amortissements	-	-
<i>Dotations nettes aux amortissements</i>	<i>(14 305)</i>	<i>(15 670)</i>
Dotations aux provisions opérationnelles	(2 996)	(4 203)
Reprises de provisions opérationnelles	1 406	3 454
<i>Dotations nettes aux provisions</i>	<i>(1 590)</i>	<i>(750)</i>
Autres produits opérationnels (2)	1 265	1 331
Autres charges opérationnelles (3)	(334)	(922)
<i>Autres produits et charges opérationnels</i>	<i>931</i>	<i>409</i>
RÉSULTAT OPERATIONNEL COURANT	16 373	18 497

(1) Les dotations aux amortissements des droits d'utilisation, compte tenu de leur nature immatérielle, sont constatés en incorporels.

(2) Les autres produits opérationnels correspondent à la quote-part ramenée au résultat, sur l'exercice, des subventions constatées d'avance au passif du bilan. Elles sont ramenées au résultat au rythme d'amortissement des actifs sous-jacents ayant bénéficié des subventions concernées.

(3) Les autres charges opérationnelles concernent les pertes sur créances irrécouvrables (couvertes par les reprises de provisions constatées précédemment) ainsi que les autres charges opérationnelles dont la constatation est couverte par les reprises de provisions pour risques et charges correspondantes.

Le détail des dotations nettes aux provisions par nature est présenté ci-dessous :

Détail des dotations nettes aux provisions par nature	31/12/2022	31/12/2023
Dotations aux provisions sur stock	(1 877)	(3 002)
Dotations aux provisions sur autres actifs circulants	(240)	(473)
Dotations aux provisions pour avantages au personnel	(269)	(76)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(611)	(652)
<i>Dotations aux provisions opérationnelles</i>	<i>(2 996)</i>	<i>(4 203)</i>
Reprises aux provisions sur stock	1 041	2 570
Reprises aux provisions sur autres actifs circulants	44	131
Reprises aux provisions pour avantages au personnel	2	43
Reprises aux provisions pour pour risques et charges	319	709
<i>Reprises de provisions opérationnelles</i>	<i>1 406</i>	<i>3 454</i>
DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS	(1 590)	(750)

6.4.6. Composition du résultat opérationnel

Composition du résultat opérationnel	31/12/2022	31/12/2023
<i>Résultat opérationnel courant</i>	16 373	18 497
Résultat sur cessions d'actifs	3 894	(741)
Frais d'acquisition des regroupements d'entreprises	(2 969)	(1 994)
Autres produits et charges opérationnels non courants	(37)	(3 614)
Dépréciations des actifs	-	25
RÉSULTAT OPERATIONNEL	17 261	12 173

Le poste Frais d'acquisition des regroupements d'entreprises enregistre l'ensemble des coûts directs engagés par Lumibird pour ses opérations de croissance externe. Sur l'exercice 2022, ils concernent l'acquisition de l'activité Télémètre de SAAB en Suède, l'acquisition d'Innoptics ainsi que des opérations de croissance externe envisagées mais non poursuivies. Sur l'exercice 2023, ils concernent principalement l'acquisition des activités laser haute puissance et semi-conducteurs de Prima Industrie.

Le poste Résultat sur cessions d'actifs est essentiellement lié à la restructuration des Systèmes Lidar dans la division photonique et l'abandon de certains projets de R&D au Canada.

Le poste Autres produits et charges opérationnels non courants se décompose en :

- 1 million d'euros de coûts liés à la restructuration des Systèmes Lidar liés à la fermeture du site canadien d'Ottawa.
- 2,6 millions d'euros de coûts relatifs au litige opposant Lumibird SA au propriétaire du site des Ulis dans le cadre de la restitution des locaux.

6.4.7. Résultat financier

Résultat financier	31/12/2022	31/12/2023
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	126	1 094
Coût de l'endettement financier brut	(3 344)	(4 187)
Autres produits et charges financiers	393	(1 627)
RÉSULTAT FINANCIER	(2 825)	(4 720)

Les autres produits et charges financières se décomposent comme suit :

Détail des autres produits et charges financiers	31/12/2022	31/12/2023
Différences de change	761	(1 168)
Dotations nettes aux provisions financières sur les avantages au personnel	(19)	(96)
Autres dotations nettes aux provisions financières	1	1
+ / - values sur cessions d'actifs financiers	-	-
Autres produits et charges financiers	(349)	(363)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	393	(1 627)

6.4.8. Impôts

Impôts	31/12/2022	31/12/2023
Impôts exigibles	(2 411)	(4 504)
Impôts différés	(673)	4 177
CHARGE TOTALE D'IMPÔTS	(3 084)	(327)

La réconciliation entre la charge d'impôt théorique du Groupe et la charge d'impôt effectivement comptabilisée s'explique comme suit :

	31/12/2022	31/12/2023
Résultat avant impôt	14 436	7 453
Taux de l'entité consolidante	25,00%	25,00%
<i>Impôt théorique au taux de l'entité consolidante</i>	<i>(3 609)</i>	<i>(1 863)</i>
<i>Incidence sur l'impôt théorique des :</i>	-	-
Changements de taux d'impôt	232	(1)
Différence entre le taux de la société mère et les taux filiales	133	550
Non-reconnaissance d'actifs d'impôt différé sur déficits fiscaux	(251)	(156)
Reconnaissance d'actifs d'impôt différé sur déficits fiscaux	101	574
Différences permanentes	311	580
CHARGE D'IMPÔT RÉELLE	(3 084)	(327)
Taux d'impôt effectif	21,36%	4,39%

Dans le cadre du groupe d'intégration fiscale dont Lumibird est la mère et qui regroupe l'ensemble des sociétés françaises détenues au 1^{er} janvier 2023 directement ou indirectement à plus de 95% par Lumibird, il a été réalisé une économie d'impôt de 1 734 K€.

Les principaux déficits du Groupe Lumibird au 31 décembre 2023 sont présentés ci-joint :

	31/12/2023	Dont activés	Dont non activés
Déficits de l'Intégration Fiscale	5 477	5 477	-
Déficits propres France	3 148	3 148	-
Déficits propres Europe (hors France)	7 972	4 555	3 418
Déficits propres Amérique	4 899	2 856	2 042
Déficits propres Asie	357	341	16
Déficits propres Autres	-	-	-
TOTAL	21 852	16 376	5 476

Pour mémoire, les principaux déficits au 31 décembre 2022 étaient les suivants :

	31/12/2022	Dont activés	Dont non activés
Déficits de l'Intégration Fiscale	4 294	4 294	0
Déficits propres France	1 768	1 768	-
Déficits propres Europe (hors France)	4 723	1 151	3 572
Déficits propres Amérique	8 041	5 721	2 320
Déficits propres Asie	2 930	427	2 503
Déficits propres Autres	4	-	4
TOTAL	21 760	13 360	8 400

6.5. Gestion des risques financiers

6.5.1. Exposition au risque de change

Le risque de change auquel le Groupe est exposé provient :

- de la conversion à son bilan et à son compte de résultat des contributions des filiales étrangères hors zone euro ;
- des opérations d'achats et de ventes réalisées dans des devises hors zone euro : les ventes du Groupe sont réalisées pour l'essentiel dans la monnaie du pays qui fabrique, à savoir euros en France et dollars aux USA.

Le risque est considéré comme minime ; ainsi le Groupe n'a pas mis en place de couverture de change spécifique.

Le résultat de change réalisé sur 2023, constaté en résultat d'exploitation (pour la part concernant les opérations commerciales) et en résultat financier (pour la part concernant les opérations financières) se décompose comme suit :

31/12/2023

Résultat de change zone Europe	(670)
Résultat de change zone Asie	(341)
Résultat de change Autres	(158)
TOTAL	(1 168)

6.5.2. Exposition au risque de taux

Les emprunts bancaires et obligataires contractés par le Groupe sont à taux fixe à hauteur de 42% et à taux variable à hauteur de 58%. Après prise en compte d'une couverture de taux partielle sur la dette bancaire d'acquisition et d'une trésorerie active placée à taux variable, la part de dettes (bancaires et obligataires) nettes à taux variable est ramenée à 53%. Le Groupe évalue à échéance régulière l'opportunité de mettre en place une couverture de taux complémentaire. Le coût moyen consolidé de la dette financière nette ressort à 3,23% contre 2,96% au 31 décembre 2022.

6.5.3. Exposition au risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

Au 31 décembre 2023, les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit :

	Valeur comptable	Flux contractuels	Moins d'un an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes auprès des établissements de crédit	95 038	111 893	16 761	55 238	39 894
Emprunts obligataires	39 630	45 231	1 322	43 909	-
Dettes de location	9 829	11 035	2 842	5 941	2 252
Avances remboursables et aides	210	210	210	(0)	-
Intérêts courus	305	305	305	(0)	-
Concours bancaires courants	66	66	66	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	145 077	168 739	21 505	105 088	42 146
Dette d'impôt (IS)	2 974	2 974	2 974	-	-
Autres passifs (dettes fournisseurs, fiscales, sociales)	57 394	57 394	52 775	4 619	-
TOTAL AUTRES PASSIFS FINANCIERS	205 445	229 107	77 254	109 707	42 146

S'agissant des contrats de location, les paiements minimaux futurs se décomposent comme suit :

Paielements minimaux futurs locations	31/12/2023	< 1 an	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	10 786	2 736	5 798	2 252
Installations techniques matériels et outillages	117	65	52	-
Autres immobilisations corporelles	132	41	91	-
TOTAL PAIEMENTS FUTURS MINIMAUX	11 035	2 842	5 941	2 252

Les encaissements clients et règlements fournisseurs s'opèrent dans des conditions normales, sans délai ou retard significatif.

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Si le développement des activités des sociétés du Groupe devait nécessiter des liquidités importantes auxquelles le Groupe ne pourrait faire face avec sa trésorerie disponible et les concours bancaires dont il dispose, il pourrait être nécessaire de faire appel à des sources de financement supplémentaires (lignes de crédit, émissions obligataires,

augmentations de capital...), dans la mesure où l'utilisation accrue de sa trésorerie pour financer ses investissements pourrait laisser le Groupe sans disponibilité suffisante pour financer son exploitation.

6.5.4. Exposition au risque de contrepartie

Le risque de contrepartie correspond à la perte que le Groupe pourrait supporter en cas de défaillance des contreparties à leurs obligations contractuelles. Il porte, s'agissant du Groupe, sur les prêts et créances amortis de nature opérationnelle. La balance âgée des prêts et créances opérationnels au coût amorti se présente comme suit :

Exposition au risque de contrepartie	Valeur comptable	Dont non échu	Dont échu 0 à 4 mois	Dont échu + 4 mois
Autres créances financières courantes	200	200	-	-
Créances clients	51 581	41 000	10 133	448
Avances et acomptes versés	758	758	-	-
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES AU COÛT AMORTI	52 540	41 959	10 133	448

6.6. Dividendes

Sur l'exercice 2023, le Groupe n'a procédé à aucune distribution de dividendes.

6.7. Transactions avec les parties liées

Les parties liées vis-à-vis desquelles le Groupe pourrait entretenir des relations sont :

- les filiales non consolidées du Groupe et les entreprises associées : le Groupe Lumibird n'entretient aucune relation significative avec ses filiales non consolidées et n'a pas d'entreprises associées dans son périmètre ;
- les membres du Conseil d'administration et les dirigeants dont les rémunérations sont présentées ci-dessous.

6.8. Rémunération des dirigeants

Le montant des rémunérations versées par Lumibird SA (ou ses filiales) à ses dirigeants au cours de l'exercice 2023 se décomposent comme suit :

- Administrateurs non-mandataires sociaux : 60 K€
- Administrateurs mandataires sociaux : 577 K€
- Dirigeants salariés non-mandataires sociaux (membres du comité exécutif) : 1 672 K€

6.10. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Audit	31/12/2022	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2023
	KPMG	Mazars	KPMG	Mazars
Commissaires aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
- Lumibird SA	162	162	164	164
- Filiales intégrées globalement	104	18	104	20
Services autres que la certification des comptes requis par les textes				
- Lumibird SA	4	11	-	22
- Filiales intégrées globalement	-	-	-	-
Sous-total	270	191	269	206
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
-Juridique, fiscal, social	53	100	-	0
- Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)	-	-	-	-
Sous-total	53	100		0
TOTAL	323	291	269	206

Pour la rémunération des dirigeants salariés non-mandataires sociaux, il a été tenu compte de la rémunération brute versée en 2023 aux personnes en charge des fonctions représentées au sein du Comité de Direction.

6.9. Événements postérieurs à la clôture

Nous n'avons pas eu connaissance de fait postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel postérieur à la clôture susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.

Le Groupe Lumibird est peu affecté par les tensions géopolitiques en Ukraine et en Russie que ce soit au niveau de ses ventes (moins de 2% du chiffre d'affaires du Groupe), de ses achats ou du risque client.

Par ailleurs, les ventes du Groupe en Israël représentent 7,1 millions d'euros (dont 6,1 millions réalisés par Lumibird SA). Le Groupe reste attentif à la situation dans la zone, au respect de la législation en matière de licences d'exportation et au recouvrement de ses créances.